Buenos Aires : anniversaire du coup d'Etat, deux manifestations

25-03-2007

Le 24 mars dernier a été commémoré les 31 ans passés depuis le dernier coup d'Etat militaire (1976). Deux manifestations ont été organisées, quasi en simultané, une plutôt satisfaite de la politique menée par le président Nestor Kirchner en matière de "justice" (en particulier depuis l'impulsion de la nullité des lois d'impunité), l'autre d'un ton nettement critique.

Première manifestation

Des milliers de personnes ont manifesté pour commémorer les 31 ans du coup d'Etat militaire et les 30 ans du meurtre du journaliste Rodolfo Walsh, dont la "Lettre ouverte au gouvernement de facto (junta) Militaire" a été lue sur la Place de Mai. Avec les foulards blancs des Mères et des Grand-mères de la Place de Mai à la tête, elles ont réclamé l'apparition en vie de Julio Lopez, une plus grande protection aux témoins des procès et l'avancée des procès. "La Chambre de Cassation perturbe l'action des juges", a soutenu la titulaire de Grand-mères, Estela Carlotto, en syntonie avec ce que le président Nestor Kirchner a affirmé hier à Cordoba lors de l'inauguration d'un musée de la mémoire dans un ancien centre clandestin de détention. (...)

Dans la manifestation il y avait des drapeaux de toutes les couleurs : de syndicats de la CTA, d'assemblées de quartier, d'organisations étudiantes, du Mouvement Chicos del Pueblo avec la consigne "La faim est un crime", et même de la promotion "Carajo 72" du Collège National de Buenos Aires, qui portait une banderole blanche avec les noms des disparu(e)s de ce lycée. Et les colonnes kirchneristes, avec des drapeaux argentins de Libres del Sur, FTV, Barrios de Pie, Courant National et Populaire, le groupe Hector Campora et le Parti de la Victoire. Plus loin flambaient les drapeaux rouges du Parti Socialiste et du Parti Intransigeant. (...) Deux membres de H.I.J.O.S. ont lu le document signé par l'APDH, l'Association Bonne Mémoire, le CELS, la Fondation Mémoire Historique et Social Argentine, le Serpaj, Familles de Disparus et Détenus pour Raisons Politiques, les Frères de Disparus pour la Vérité et la Justice, MEDH, Grand-mères de la Place de Mai, Mères de la Place de Mai-Ligne Fondatrice et H.I.J.O.S. Capitale. Ils ont tous fait emphase dans les menaces et dans la disparition du témoin du procès à Miguel Etchecolatz. "Si on avait été emprisonné en temps et forme les coupables des crimes de lèse humanité, Julio serait avec nous", a-t-il été lu et applaudi par la multitude. (...) Le document des organismes de défense des Droits de l'Homme : Le document des organismes a combiné une énumération de réussites avec des exigences et des critiques. Ici, ses principaux points : "Ne sont pas prisonniers tous ceux qui doivent être, des années passent pour rassembler les preuves de ce qui est déjà énormément prouvé. Et à notre longue liste de vives douleurs nous devons ajouter Julio Lopez. Julio, qui a survécu à l'horreur, a eu le courage de témoigner pour emprisonner un de criminels les plus sadiques, et aujourd'hui c'est une autre chaise vide, une autre assiette qui attend sur la table. S'il n'y a pas de justice, cela aura lieu à nouveau." "Tous les pouvoirs de l'Etat ont la responsabilité d'accélérer les procès. Toutes les causes ne peuvent pas rester entraver dans la Chambre de Cassation." "On a empêché qu'un génocidaire comme Luis Patti assume comme député pour prolonger son impunité. On a réussi à ce que 254 répresseurs soient inculpés et arrêtés. On travaille pour que tous les centres clandestins de détention du pays soient des centres de la mémoire pour ne pas oublier." "Nous exigeons de l'Etat : la déclaration de la nullité des amnisties ("indultos"), la protection fiable et effective à tous les témoins et parties civiles, des garanties aux juges et aux procureurs compromis avec la justice et un procès politique pour les juges et les complices de la dictature, la publication de la liste des membres des services secrets de la période 1974-1983. Aucun génocidaire ou complice dans des organes de l'Etat." - "Amnistie et fin des poursuites pour les lutteurs populaires, et la criminalisation de la protestation et de la pauvreté. Qu'il n'y ait plus de prisonniers politiques." "Non au paiement de la dette externe illégitime et frauduleuse, et que cet argent soit utilisé pour revertir la situation économique du pays. "

La manifestation de la gauche, avec critiques et exigences Avec de fortes critiques à la gestion de Nestor Kirchner, la manifestation de la Rencontre Mémoire, Vérité et Justice est arrivée à la Place de Mai quelques minutes après la fin du rassemblement antérieur. Trois speakers sont montés sur la scène et ont lu les consignes de la mobilisation en faisant passer avant toutes la même phrase : "Nous exigeons au gouvernement". Ils l'ont répétée huit fois, une pour chaque revendication. La principale a été l'apparition en vie de Julio Lopez : "Qui depuis six mois est toujours disparu", ont-ils souligné, "pour cette raison ce 24 mars n'est pas seulement un de plus". En bas, la Place était pleine et les colonnes de manifestants qui attendaient pour y entrer s'étendaient jusqu'à toucher le Congrès. Les organisations convoquantes de la manifestation étaient 354, entre organismes de défense des Droits Humains, mouvements sociaux et de quartier, syndicats étudiants et partis politiques de gauche. (...) A la tête de la principale colonne se trouvaient Adriana Calvo (d'Ex-Détenus Disparus), Emiliano Hueravillo (H.I.J.O.S. La Plata), Nilda Eloy (témoin, comme Julio Lopez, dans le procès de Miguel Etchecolatz) et un groupe de Mères de la Place de Mai avec leurs foulards blancs. A aussi défilé Guadalupe Godoy, l'avocate de Lopez. Des dirigeants de partis de gauche et des référents de mouvements sociaux complétaient la file. (...) Document et convocats : Le document de la Rencontre Mémoire, Vérité et Justice a eu pour principale consigne "30.000 disparus présents - non à

l'impunité d'hier et d'aujourd'hui". En plus de l'apparition en vie de Julio Lopez et des points spécifiquement liés à la dictature et ses conséquences, les organisations ont réclamé : La fin des poursuites pénales de ceux qui ont des plaintes en justice pour avoir réclamé leurs droits. Le texte mentionne les six prisonniers de Las Heras (travailleurs pétroliers en grève accusés du meurtre d'un policier, NdT), les travailleurs de l'hôpital Frances et les délégués de l'hôpital Garrahan. La fin de la flexibilité du travail et des bas salaires. Affirme que le Gouvernement "a validé la majorité des privatisations", critique l'"augmentation du travail au noir et le chômage". Et soutient que "la plupart des entreprises récupérées sont boycottées par l'État". Ont signé le texte, l'Association d'Ex-Détenus Disparus, l'Association de Professionnels en Lutte dans le Parti Ouvrier (APEL), le Centre de Professionnels pour les Droits Humains (ceprodh), le Comité d'Action Juridique, la Correp Sur, Hijos La Plata et zone Ouest, Liberpueblo et la Ligue Argentine pour les Droits humains. Ainsi qu'une dizaine d'assemblées de quartier, Attac Argentine, les Économistes de Gauche, l'Équipe d'Education Populaire Foulards en Révolte, le Front Populaire Darío Santillán et les travailleurs de Zanon, des partis politiques, des syndicats lycéens et universitaires ; au total, plus de 300 organisations. Pagina/12 (Argentine), 25 mars 2007. Traduction : Fab, santelmo@no-log.org, www.amerikenlutte.free.fr